



Les leçons d'Erdogan sur la liberté d'expression : non merci

Les partisans en France du président turc Erdogan ont utilisé menaces et intimidation contre l'hebdomadaire *Le Point* qui a eu l'outrecuidance de définir le sultan turc comme « *dictateur* » et de critiquer leur leader dans un article.

Il est totalement intolérable que ces milices pro Erdogan agissent en toute impunité pour imposer la censure et faire la campagne électorale du chef de l'Etat turc en France.

En s'attaquant au *Point*, via les médias sociaux, mais aussi dans la presse turque et en usant de la force pour faire retirer une affiche annonçant le dernier numéro du *Point* consacré au président turc en campagne électorale, ils foulent aux pieds la liberté d'expression et le pluralisme de la presse.

C'est intolérable. C'est le voleur qui crie au voleur !

Ces hommes de main du régime oublient qu'en Turquie, plus de 150 journalistes croupissent dans les geôles, que des centaines de titres sont fermés sur ordre du pouvoir depuis le coup d'Etat manqué, qu'Internet est sous surveillance, que des vagues de procès de journalistes turcs et kurdes les condamnent à la chaîne à de lourdes peines. Que devant la répression massive, nombre de nos confrères sont contraints de quitter leur pays.

Le SNJ CGT apporte son soutien aux journalistes du *Point*.

Il appelle les autorités françaises à faire cesser ces graves atteintes à la liberté d'expression.

Dans le même temps, Paris doit élever la voix contre les atteintes aux libertés syndicales en Turquie, contre la censure érigée en système par le président turc et appelle le gouvernement d'Ankara à respecter la Convention européenne des droits de l'Homme, en libérant les journalistes emprisonnés. Maintenant.

Montreuil le 28/05/2018